

Burundi : rapatrier les 200.000 réfugiés de Tanzanie : danger !

La Libre Belgique, 29 août 2019 Le ministre tanzanien de l'Intérieur, Kangi Lugola, a indiqué mardi à l'AFP que le gouvernement entendait procéder au rapatriement des 200 000 réfugiés burundais qui vivent sur son sol à partir du 1er octobre, à raison de 2000 par semaine. Lugola affirme que cela se fait « en accord avec le gouvernement burundais et en collaboration avec le Haut commissariat pour les Réfugiés » (HCR).

Il faut savoir que les présidents Magufuli de Tanzanie et Nkurunziza du Burundi s'étaient entendus, il y a deux ans, pour de tels rapatriements; l'accord conclu ensuite entre les deux gouvernements et le HCR précisait cependant que ces retours concernaient les réfugiés volontaires pour rentrer dans leur pays. Quelque 70.000 d'entre eux sont rentrés. L'annonce du ministre tanzanien concerne donc les 200.000 restant. Or, nombre d'entre eux ne veulent pas rentrer, si l'on se fie aux huées qui ont accueilli le ministre burundais de l'Intérieur, Pascal Barandagiye, en visite dans des camps de réfugiés burundais à Nduta (Tanzanie) la semaine dernière. Régime de terreur Si le ministre tanzanien assure qu'« arrivera tous » ceux qui « incitent les réfugiés à ne pas rentrer chez eux » alors que, assure-t-il, « le Burundi est un pays sûr », de très nombreux Burundais sont loin de partager cette opinion et l'Onu s'inquiète des nombreuses violations des droits de l'homme qui se commettent dans ce pays. Des corps ligotés et décapités ont encore été trouvés la semaine dernière à Gasenyi. Le parti d'opposition CNL est persécuté et ses membres harcelés et maltraités voire tués par la répression s'accroît dans la perspective des élections de 2020. A la surprise générale, le Cnared qui regroupe l'opposition en exil a annoncé à la mi-août son retour au pays pour participer aux scrutins. Selon le journal Iwacu, cette décision a été révoquée par le pouvoir comme « une capitulation » (« kwishikana ») et, le 20 août, le président Nkurunziza a annoncé que la Justice attendait ceux des opposants envers qui des poursuites ont été intentées, ce qui est le cas de nombre d'entre eux. Le 23 août, huit dirigeants de partis membres du Cnared sont retirés et, dénonçant un « contexte de terreur, de verrouillage des espaces de liberté », ont réclamé un report des élections de 2020 ou leur boycott, a rapporté SOS Medias Burundi. Le tambour « pirate » La vision totalitaire du régime est telle qu'il a même interdit l'usage du tambour traditionnel classé patrimoine de l'humanité par l'Unesco. Samedi 24 août, le ministre de la Culture et la mairie de Bujumbura, capitale économique, ont même organisé une marche de protestation contre la victoire d'un groupe de tambourinaires burundais réfugiés au Rwanda, Himbaza, arrivés deux semaines au concours « East Africa's got talent » organisé au Kenya. Le secrétaire permanent du ministre de la Culture, Godefride Hakizimana, a accusé le Rwanda, « l'ennemi du Burundi », de vouloir « pirater le tambour burundais; ils veulent s'approprier notre identité ». Dimanche, les participants à la marche de la veille, essentiellement des conducteurs de taxis-vélos, ont réclamé les 3000 FBu qui leur avaient été promis mais jamais reçus. Comment payer? Alors que le Burundi est plongé dans une profonde crise économique depuis 2015 en raison de la crise provoquée par la volonté du président Pierre Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat interdit par les Accords de paix d'Arusha, on voit mal, en outre, comment il pourrait absorber le retour de 200.000 réfugiés. Il n'arrive d'ailleurs pas de faire face au paludisme, endémique, qui a explosé ces derniers mois. Le Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC) a, en outre, dénoncé la semaine dernière les « messages de haine et d'intimidation » proférés lors de la « Imbonerakure Day » (les Imbonerakure sont la milice du parti au pouvoir), le 17 août, à l'occasion d'un rassemblement contre des « placards de guerre de 1993, qui sont en majorité de la composante sociale Tutsi ». « Le Jour J nous allons les lessiver tous, nous vous le promettons », ont chanté les Imbonerakure en province de Karusi au sujet des « placards de guerre » de Kigwati. Par Marie-France Cros